

SOMMAIRE : p. 2-3 La confiance des épargnants français - p. 4 Actualités

Édito

Comment l'AMF peut-elle contribuer à créer les conditions de la confiance pour les épargnants ?

Telle était la question posée par l'AMF, en début d'année, à l'Institut TNS Sofres, à l'occasion de la préparation de son nouveau plan stratégique.

La confiance se situe au cœur des projets et des activités économiques. Elle rend possibles les transactions financières et envisageables les investissements. Or, selon le Baromètre de la confiance de La Poste (1), les Français n'ont jamais eu aussi peu confiance dans l'avenir. En 1982, ils étaient deux tiers. Aujourd'hui, ils ne sont plus qu'un tiers. Cette défiance qui s'installe n'incite guère les ménages à faire des choix d'épargne de long terme.

Si la confiance dans les institutions, les médias, les marques est à la peine, la confiance en soi des Français résiste : près de 77 % des Français déclarent avoir confiance en eux-mêmes. C'est également le cas pour ce qui est proche, à taille humaine, et pour ce qui fait autorité : le savoir, le progrès scientifique...

Ainsi, si la « *finance sans visage* » inquiète, si l'image du secteur bancaire se dégrade, la figure humaine et proche du conseiller rassure.

Pour l'AMF, le regard et les attentes des Français confortent sa volonté permanente d'améliorer la commercialisation des produits financiers en s'appuyant sur des distributeurs loyaux et bien formés qu'elle contrôle.

Ce constat l'incite également à développer des actions pédagogiques visant à donner envie aux épargnants d'investir, dans une optique souhaitable de diversification de leur patrimoine et d'allocation contracyclique de leurs actifs, dans des projets utiles au financement de l'économie réelle.

(1) Ce Baromètre est réalisé par TNS Sofres. L'édition 2013 apporte une mise en perspective historique, en opérant des comparaisons avec les données produites par l'institut depuis 30 ans.

Focus

Retraite : en dépit de leur inquiétude, les Français se préparent peu financièrement

Différents sondages ont récemment confirmé le pessimisme des Français quant au financement de leur retraite. Comment cette inquiétude se traduit-elle dans leurs choix d'épargne ?

Pessimismew

Selon un récent sondage conduit par le Cercle des épargnants⁽¹⁾, 67 % des Français sont inquiets quand ils pensent à leur retraite. Depuis 2010, ce chiffre progresse de 7 points. Seuls 16 % se déclarent confiants.

Ces chiffres confirment les conclusions de l'étude « L'avenir des retraites » publiée en 2011 par la banque HSBC. Cette étude avait mis en évidence le pessimisme élevé des Français : 69 % d'entre eux estimaient qu'ils vivront une moins bonne retraite que celle de leurs parents (le taux est le plus élevé parmi 17 pays observés, dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la Chine, l'Inde ou le Brésil).

La retraite n'est pas la première motivation d'épargne

Malgré l'inquiétude exprimée, le premier motif d'épargne des Français n'est pas la préparation de la retraite mais la constitution de réserves pour faire face à des dépenses imprévues ou pouvoir aider la famille ou des proches. La préparation financière de la retraite n'est citée que par 25 à 30 % des Français.

Un Français sur 3 épargne pour sa retraite

Selon l'édition 2013 de l'étude d'HSBC⁽²⁾, 31 % des Français sondés déclarent se préparer pour « vivre une retraite confortable sur le plan financier ». Parallèlement, le Baromètre de l'épargne de la Banque Postale⁽³⁾ estime à 34 % la proportion de Français mettant régulièrement de l'argent de côté pour préparer leur retraite.

L'assurance vie est la solution privilégiée

60 % des Français qui épargnent pour la retraite déclarent le faire au travers d'un contrat d'assurance vie. Les placements boursiers (actions, SICAV, PEA...) ne sont cités que par 16 % d'entre eux (Baromètre de l'épargne de La Banque Postale). Ceux qui n'épargnent pas pour leur retraite ne sont que 5 % à citer ces produits boursiers comme une solution de placement intéressante s'ils se décidaient à épargner en vue de leur retraite. Ce chiffre est en repli de 7 points depuis 2010.

(1) Les Français, l'épargne et la retraite, CECOP, CSA, janvier 2013.

(2) « L'avenir des retraites. Une nouvelle réalité », HSBC, février 2013.

(3) Baromètre Épargne, vague 17, TNS Sofres, janvier 2013.

La confiance des épargnants français

En savoir +

La mesure de la confiance des ménages par l'INSEE

L'Insee mesure depuis 1987 l'évolution des opinions des ménages sur leur environnement économique et sur certains aspects de leur situation économique personnelle. Cette enquête, réalisée chaque mois par téléphone auprès d'environ 2000 ménages, fournit des informations sur le comportement des consommateurs, ainsi que sur leurs anticipations en matière de consommation et d'épargne.

Les données sont traduites en termes de soldes d'opinions en faisant la différence entre les pourcentages de réponses positives et négatives.

Par exemple, sur l'opportunité d'épargner, à la question : « Dans la situation économique actuelle, pensez-vous que ce soit le bon moment pour épargner ? », le solde positif des réponses, en mai 2013, s'est situé à 30, un niveau très supérieur à son niveau moyen mesuré sur le long terme (1987-2012), qui se situe à 18 (les ménages ont toujours été plus nombreux à répondre qu'il est opportun d'épargner).

L'indicateur synthétique de confiance des ménages résume, en une variable unique, l'ensemble des opinions sur lesquelles ils sont interrogés (niveau de vie passé et futur, situation financière personnelle passée et future, perspective de chômage, opportunité de faire des achats importants, capacité à épargner actuelle et dans les mois à venir).

Cet indicateur se situait en mai 2013 à 79, soit à son minimum historique précédemment atteint en juillet 2008, et 21 points en dessous de son niveau moyen observé entre 1987 et 2012 (égal à 100).

Sur les trente dernières années, la dégradation continue et généralisée de la confiance des ménages est frappante. Quelles conséquences sur leurs choix d'épargne ?

Baisse généralisée de la confiance des Français et progression du pessimisme

Selon l'Observatoire de la confiance de La Poste, 60% des Français avaient confiance dans l'avenir en 1982. Ils étaient encore 68% en 1993. Mais en 2012, ils ne sont plus seulement que 39% à le penser. 85% des Français pensent aujourd'hui que le « monde va mal ».

Tout ce qui est abstrait, désincarné et lointain suscite de la défiance. Ainsi, seulement 33% des Français font confiance à l'Union européenne. En 1990, ils étaient 65%.

Mais quand les Français sont interrogés sur ce qui est local ou proche – le maire, les petites entreprises ou les gens qu'ils connaissent, le taux de confiance remonte fortement. Ainsi, les maires sont encore appréciés par 51% des Français quand seulement 7% de ceux-ci déclarent avoir confiance dans les responsables politiques en général.

Même constat pour les banques : les Français ont peu confiance dans le système bancaire et les banques en général. En revanche, ils ont davantage confiance en leur chargé de clientèle (lire ci-contre, page 3).

Le pessimisme incite à l'épargne...

Mesurée par l'Insee, la confiance des ménages reste très inférieure à sa moyenne calculée depuis janvier 1987 (voir ci-contre). En particulier, la perception de la « situation financière personnelle » (passée et future) évolue à un niveau très bas.

Dans le même temps, la perception de l'opportunité d'épargner a fortement progressé en 2012.

Selon le Baromètre de l'épargne de La Banque Postale (janvier 2013), 5 Français sur 6 éprouvent le besoin d'épargner.

... surtout pour faire face à l'imprévu

En tête des motivations des Français pour épargner, le souci de protéger financièrement ses proches vient bien devant des objectifs plus individuels et de long terme, comme la préparation de sa retraite.

La confiance dans les placements de long terme au plus bas

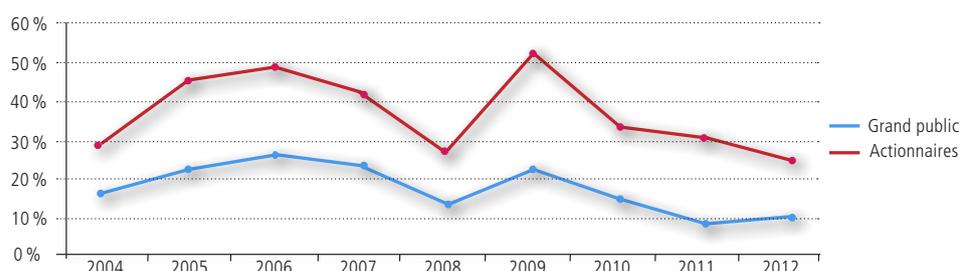
Interrogés sur leurs intentions de souscription, les Français déclarent ainsi vouloir privilégier l'épargne sûre (livrets d'épargne...) au détriment des produits de long terme plus risqués.

« Aujourd'hui, d'après vous, quels sont les meilleurs placements pour son épargne ? »

	Total des réponses
Le Livret A et les comptes sur livret	43 %
L'immobilier	42 %
Les plans et comptes épargne logement	20 %
Les contrats d'assurance-vie totalement investis en fonds euros	16 %
Les contrats d'assurance-vie en partie investis en actions	8 %
Les actions	5 %
Les obligations	2 %

Source : Cercle des épargnants, CSA, janvier 2013, plusieurs réponses possibles

« En pensant au contexte économique et fiscal actuel, diriez-vous que c'est plutôt un bon moment pour placer une partie de son épargne en Bourse ? » : « oui, plutôt un bon moment »



Source : Baromètre de l'épargne TNS Sofres/ La Banque Postale

Le risque des placements boursiers jugé très élevé

La perception que c'est le « bon moment » d'investir en Bourse reste faible en France : en 2012, 10% des Français (contre 22% il y a 3 ans) pensent que c'est le bon moment pour investir dans des placements boursiers. Même constat auprès des actionnaires individuels supposés plus avertis. 90% des Français identifient les actions comme les placements les plus risqués.

Risque perçu sur les valeurs mobilières

	Risqué				Très risqué			
	2004	2007	2011	2012	2004	2007	2011	2012
Actions	87%	80%	93%	90%	41%	33%	60%	56%
Obligations	71%	63%	82%	78%	30%	21%	44%	38%
SICAV/FCP	62%	53%	80%	76%	19%	17%	36%	31%

Source : Baromètre de l'épargne TNS Sofres/ La Banque Postale, janvier 2013

Une étude de TNS Sofres de novembre 2012 indiquait que s'ils pouvaient épargner, seulement 28% des Français choisiraient un investissement en valeurs mobilières.

Cette proportion recule fortement depuis 2006. La part des Français choisissant les actions ou les OPCVM se situe toujours à un niveau historiquement faible (13% en novembre 2012 contre 30% environ entre 2004 et 2006).

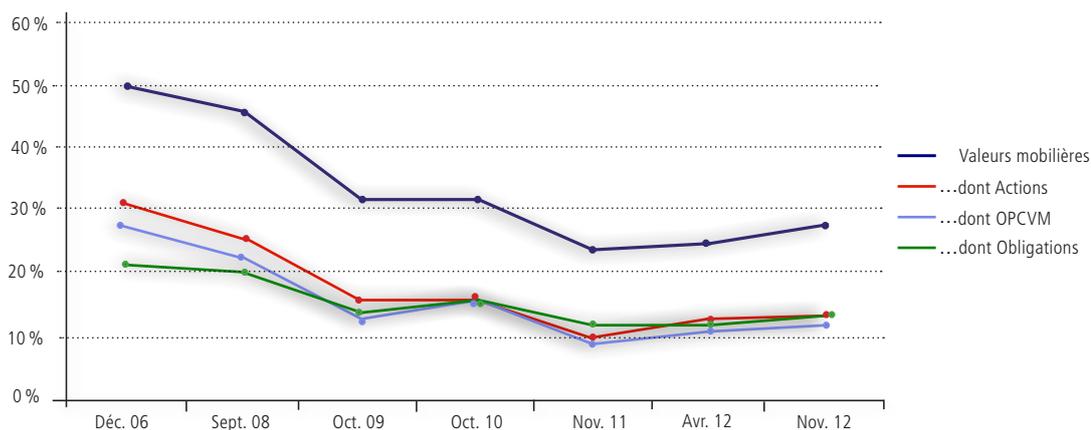
Les valeurs mobilières sans le risque ?

Toujours selon les estimations du Baromètre de l'épargne, seuls 7% des Français préfèrent un « placement boursier avec la possibilité d'un

rendement plus important mais dont le capital n'est pas garanti». Cette proportion est relativement stable depuis 4 ans.

Au total, si les Français épargnent un montant significatif de leur revenu disponible, ils privilégient actuellement les placements les plus liquides et les plus sûrs. Seule une petite minorité d'entre eux, même lorsqu'ils disposent de revenus conséquents, est disposée à placer son argent sur des actifs certes plus risqués mais également potentiellement plus rentables sur le long terme.

Aujourd'hui, si vous aviez de l'argent à placer, investiriez-vous dans les produits financiers suivants ?



Source : Baromètre de l'épargne de La Banque Postale, TNS Sofres, janvier 2013

En savoir +

La confiance dans les banques

Seul 1 Français sur 3 déclare avoir confiance dans le système bancaire (étude Harris Interactive pour Deloitte, novembre 2012).

L'image globale des banques n'est d'ailleurs pas bonne : d'une enquête à l'autre, entre 4 et 5 Français sur 10 ont une image négative des banques en général.

Cependant, l'image de sa banque et surtout celle de son conseiller est meilleure. Ce qui est connu et incarné rassure.

Ainsi, la confiance des Français demeure plus forte envers leurs chargés de clientèle, qui ont la responsabilité d'assurer une bonne commercialisation des produits financiers, que pour les banques ou leurs banques.

D'après l'Observatoire de l'opinion sur l'image des banques réalisé chaque année par l'IFOP pour la Fédération bancaire française (FBF), 73% des Français sont satisfaits de leur conseiller clientèle. Et 83% des Français estiment que leur conseiller est compétent.

Ce niveau de satisfaction est cependant moins élevé lorsqu'on demande aux Français s'ils pensent que leur conseiller « propose des produits adaptés à leurs besoins » : ils étaient 63% à le penser en juin 2012 selon l'IFOP.

Au total, malgré la crise de confiance générale, la proximité du banquier rassure encore. À l'heure d'internet, le chargé de clientèle conserve de nombreux atouts s'il privilégie le conseil à la vente pure.

Le taux d'épargne des ménages s'est établi à 15,6% en 2012

En 2012, les ménages ont épargné en moyenne 15,6% de leur revenu disponible brut (RDB), d'après les premières estimations de l'Insee. Le taux d'épargne était de 16% en 2011. Le taux d'épargne financière (les seuls placements financiers) s'est élevé à 6,1% du RDB, en baisse de 0,6 point par rapport à 2011.

La priorité des épargnants : sécuriser leurs avoirs

Une enquête réalisée en janvier 2013 par Ipsos pour la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) indique que la priorité de 74% des Français, en matière d'épargne, est de « sécuriser leur épargne en ne prenant pas de risque ».

Ils ne seraient que 15% à « accepter de prendre un peu de risque en cherchant à améliorer un peu le rendement de leur épargne ». 4% des Français accepteraient de prendre des risques pour « augmenter fortement le rendement de leur épargne ».

Au début de l'année 2013, l'épargne s'est orientée vers les livrets d'épargne et les contrats d'assurance vie

Sur les 4 premiers mois de l'année 2013, la collecte du Livret A et du LDD (livret de développement durable) s'est élevée à 20,66 milliards d'euros (source : Caisse des dépôts). Parallèlement, la collecte nette est redevenue positive sur les contrats d'assurance vie : de janvier à avril 2013, elle s'établit à + 9 milliards d'euros (source : FFSA).

Les fonds à formule en déclin

Selon les chiffres de l'AMF, les encours des OPCVM à formule, qui sont essentiellement souscrits par les ménages, baissent sensiblement depuis 2009. Entre mi-2009 et fin 2012, l'encours est ainsi passé de 80 milliards d'euros à 47 milliards. Entre 2011 et 2012, la réduction de l'encours a été de 11%. Cette baisse résulterait en partie du développement de l'offre de produits structurés concurrents, comme les obligations structurées (de type EMTN), et d'une moindre demande de la part des particuliers.

À noter par ailleurs que les OPCVM à formule, qui sont destinés à être conservés par les souscripteurs jusqu'à la date d'échéance prévue, font l'objet d'un taux de sortie anticipée de l'ordre de 3 à 5% par an (source : calculs de l'AMF).

Au début de l'année 2013, de nombreuses publicités pour le trading ont ciblé le « grand public »

Dans le cadre de sa veille des communications promotionnelles des établissements financiers, l'AMF examine les tendances des publicités sur les placements. Sur les quatre premiers mois de 2013, les publicités incitant au *trading* sur les marchés financiers (actions, devises, or, matières premières...) ont été très nombreuses. Les instruments financiers proposés sont souvent des CFD ou des options binaires.

Ces publicités ont majoritairement été diffusées sur des sites internet ciblant le grand public.

Nombre de nouvelles publicités par famille de produit et par cible⁽¹⁾, de janvier à avril 2013

	Grand public	Épargnants	Investisseurs
Forex, CFD, options binaires...	126	22	47
Services d'investissement	33	12	29
Rendez-vous Bilan Épargne	26	6	1
OPCVM	10	17	7
Divers ⁽²⁾	3	5	0
<i>Totaux</i>	<i>198</i>	<i>62</i>	<i>84</i>
<i>En %</i>	<i>58%</i>	<i>18%</i>	<i>24%</i>

Source AMF : Kantar Média, calculs de l'AMF.

(1) Les publicités sont classées selon le support de diffusion : si le média support de la publicité n'est pas spécialisé sur l'économie ou les placements, son audience est considérée comme « grand public ».

2) Divers : défiscalisation, immobilier.

SCPI : collecte de 3 milliards d'euros en 2012

D'après l'Association française des sociétés de placement immobilier (ASPI), en 2012, les SCPI ont bénéficié d'une collecte brute de 2,9 milliards d'euros (après 3,2 milliards en 2011). Les cessions et retraits sur le marché secondaire se sont élevés à 400 millions d'euros.

Fin 2012, la capitalisation totale des SCPI se montait à environ 27 milliards, en progression de 9,6% sur 2011.

L'ISR collecte peu auprès des particuliers

Selon Novethic, centre de recherche sur l'investissement socialement responsable (ISR) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE), en 2012, les encours en ISR détenus par les particuliers ont augmenté de 22% à 41,8 milliards d'euros. Les fonds ISR placés en épargne salariale, qui représentent 41% des encours ISR des particuliers, ont progressé de 30%.

Selon Novethic, l'essentiel de cette croissance des encours est due aux « conversions » de fonds (qui ont décidé d'intégrer des critères extra-financiers à leurs critères de choix de valeurs) et aux performances positives des marchés d'actions (pour 2012). La collecte nette auprès des particuliers aurait en revanche été négative en 2012.